Le Monde
Dimanche 13-lundi 14 octobre 2002

Les inégalités dans les sociétés européennes fragilisent la démocratie

LES Européens aiment la démocratie puisqu'elle constitue pour 86 % des citoyens de l'Union un très bon système politique. Pourtant, on peut se poser quelques questions sur l'enracinement des valeurs démocratiques. Parallèlement, 20 % soutiennent l'idée d'un gouvernement conduit par *« un homme fort, qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections »*. Et 44 % considèrent comme une bonne chose de confier le pouvoir à des experts. En période de crise, l'attachement à la démocratie peut donc fléchir au profit d'autres formes de pouvoir politique.

Deuxième signe de fragilité démocratique : la confiance dans le Parlement est faible, elle est même en légère baisse sur vingt ans (de 42 % à 37 %). Dans tous les pays de l'Union, l'attachement aux institutions de l'Etat-providence est très fort, notamment au système éducatif. On observe même une montée très sensible de la confiance au système scolaire dans la plupart des pays. En revanche, le Parlement, institution politique incarnant le mieux la démocratie représentative, ne trouve pas vraiment grâce auprès des Européens. Ce lieu de discussion et d'adoption de la loi commune devient à certains égards un symbole des aigreurs de citoyens dont les intérêts peuvent être affectés par les réglementations adoptées et la manifestation de la perte de confiance à l'égard des hommes politiques. Ce qui explique la baisse de la participation électorale aux élections législatives dans tous les pays de l'Union, à la seule exception du Danemark.

La montée des individualismes modifie les valeurs des Européens et érode la confiance démocratique

COORDINATION
Gérard Courtois et Jérôme Jaffré

Troisième signe de fragilité démocratique : la plupart des individus se perçoivent comme tolérants et ouverts aux autres, mais ils acceptent plus difficilement ceux qui, concrètement, les gênent. Les cultures politiques européennes connaissent des tensions permanentes entre, d'un côté, l'ouverture à autrui, l'acceptation de la différence et, de l'autre, le repli sur soi. Du fait de la tolérance, on observe très peu de racisme ou de xénophobie de principe : seulement 14 % ne voudraient pas avoir comme voisins une personne d'une autre race ou un étranger. Mais le rejet d'autrui perçu comme gênant est beaucoup plus fréquent : 35 % ne voudraient pas de Gitans près de chez eux, 46 % rejettent les alcooliques et 55 % les drogués. La préférence nationale en matière d'emploi est aussi une revendication très fréquente. Si tous les hommes sont jugés égaux, beaucoup trouvent cependant normal dans un contexte de chômage élevé de réserver les emplois disponibles aux nationaux. Cette culture du repli sur soi n'est pas très cohérente avec les grands idéaux démocratiques.

Des logiques sociales fortes structurent cette culture du repli. Les catégories populaires rejettent beaucoup plus fréquemment les immigrés et défendent au contraire fortement la préférence nationale à l'embauche. Le développement de sociétés à plusieurs vitesses contribue donc au développement de la peur de l'étranger et finalement à la fragilisation démocratique.

On observe aussi des logiques politiques pour ces différentes dimensions. Les personnes qui s'intéressent à la politique ou qui sont membres d'associations sont beaucoup plus favorables aux immigrés et moins souvent xénophobes, elles soutiennent aussi davantage le système démocratique et manifestent une plus forte confiance dans le Parlement. Le fait d'être de gauche ne se traduit ni par une ferveur parlementaire plus forte (43 % de confiance à gauche et 42 % à droite), ni même par un soutien beaucoup plus net du système démocratique (les antidémocrates sont 13 % à gauche et 19 % à droite). En revanche, les personnes de gauche sont beaucoup plus souvent favorables aux immigrés (51 % de favorables à gauche contre 33 % à droite) et très fréquemment antiracistes. La culture du repli est, bien sûr, maximale à l'extrême droite (29 % seulement d'attitudes pro-immigrés pour les positions 8 à 10 de l'échelle gauche-droite en dix positions), mais elle affecte quand même – plus faiblement – tout le spectre idéologique et est donc susceptible d'entraîner des réalignements électoraux, c'est-à-dire des passages de la gauche vers la droite.

Les logiques précédentes sont à l'œuvre dans pratiquement tous les pays européens, mais avec des différences nationales plus ou moins marquées. Le Parlement est plutôt mieux considéré dans les pays scandinaves et aux Pays-Bas, contrées où la culture de l'ouverture et de la différence est aussi très forte. La préférence nationale pour l'emploi y est aussi massivement rejetée alors qu'en Grèce, en Irlande et en Autriche elle est vraiment plébiscitée. Il est parfois difficile d'expliquer ces différences nationales, lorsqu'on constate, par exemple, que les valeurs démocratiques semblent les mieux ancrées au Danemark et en Grèce (seulement 9 % de personnes considérées comme antidémocrates) mais les plus fragiles en France, en Belgique ou au Portugal (25 % ou 26 %). Pourquoi l'expérience de régimes autoritaires a-t-elle immunisé plus fortement les Grecs que les Portugais ? Pourquoi des ferments antidémocratiques aussi répandus en France ? On peut incriminer l'histoire avec Vichy, le bonapartisme et des tentations populistes à plusieurs périodes ou chercher du côté de la culture nationale. Le fort pessimisme des Français au sujet de leur société et de leurs institutions pourrait constituer une piste explicative. Le regard très sombre porté sur nos modes de fonctionnement collectif expliquerait la tentation de faire confiance à un homme fort ou d'accepter un gouvernement des experts.

Si les différences nationales ne peuvent s'interpréter finalement qu'en fonction de toute l'histoire et de la culture politique d'une société, les tensions entre ouverture et repli sont permanentes partout. Dans tous les pays européens existent des possibilités d'émergence, sous une forme ou une autre, d'un national-populisme. Y compris aux Pays-Bas, pourtant pays où la culture de la tolérance est très développée et a généré des politiques généreuses. Il n'apparaît cependant que si une offre politique se saisit des ressorts susceptibles de le cristalliser.

Pierre Bréchon
est directeur de Sciences-Po Grenoble, président d'Arval

Une enquête européenne

La dernière vague de l'enquête européenne sur les valeurs, réalisée en 1999, a concerné 34 pays. De nombreuses questions reprises des vagues précédentes, de 1981 et 1990, ont été posées, ce qui permet de suivre l'évolution des opinions publiques. Des mesures très fines ont été ainsi enregistrées sur la perception des autres, l'attachement à certains principes moraux, le sens du travail, les valeurs politiques, économiques, religieuses...

La comparaison des résultats européens vient d'être publiée, sous la direction de Pierre Bréchon et de Jean-François Tchernia, dans un numéro spécial de la revue *Futuribles*, « Les valeurs des Européens. Les tendances de long terme », n° 277, juillet-août 2002. C'est le fruit d'un travail d'équipe au sein de l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (Arval), fondée par Hélène Riffault, et comprenant, outre les signataires de cette page, Nicolas Herpin, Alain Chenu, Yves Lambert et Etienne Schweisguth.

Deux publications ont porté sur les données françaises : Pierre Bréchon (direction), *Les Valeurs des Français. Evolutions de 1980 à 2000*, Armand Colin, 2000 ; Olivier Galland et Bernard Roudet (direction), *Les Valeurs des jeunes. Tendances en France depuis 20 ans*, L'Harmattan, 2001.

L'individualisation progresse partout, les différences culturelles restent fortes

CHACUN voulant de plus en plus décider par lui-même ce qui est bon ou mauvais pour lui, les Européens évoluent vers l'individualisation des mœurs. Cette tendance n'est évidemment pas nouvelle, elle correspond à une évolution séculaire liée à l'affaiblissement progressif de la dépendance institutionnelle à laquelle sont soumis les individus, et notamment de leur dépendance à l'égard des Eglises. Mais le fait impressionnant est l'accélération de ce mouvement sur une courte période : il est rare, dans les enquêtes d'opinion, d'enregistrer des évolutions brutales sur deux décennies. C'est pourtant le cas dans quelques domaines. Un des exemples les plus frappants concerne l'attitude à l'égard de l'homosexualité. 44 % des Européens condamnaient totalement cette orientation sexuelle en 1981 ; ils ne sont plus que 24 % dans ce cas en 1999.

L'individualisation en cours ne se traduit pas par un accroissement généralisé et indifférencié de la permissivité. Les Européens n'ont pas renoncé à l'idée que la société est régie par des règles communes que chacun doit respecter. Mais ils font maintenant un partage très clair entre ce qui relève des stricts choix privés – laissés à la libre et complète détermination des individus – et ce qui relève de la vie en société.

CLIVAGE NORD-SUD

Si, dans toute l'Europe, les attitudes évoluent vers une autonomie individuelle croissante, les écarts entre pays ne se sont pourtant pas vraiment réduits en vingt ans et restent marqués par un clivage Nord-Sud et une opposition entre pays protestants et pays catholiques. Les Européens du Nord et de tradition protestante demeurent beaucoup plus libéraux en matière de mœurs que leurs homologues méridionaux et catholiques : par exemple, la moitié des Suédois jugent totalement justifiée l'homosexualité, contre seulement 10 % des Irlandais et 14 % des Italiens. Les spécificités culturelles liées aux matrices religieuses des différents pays européens continuent donc d'exercer une grande influence sur l'orientation des conduites et freine le mouvement d'homogénéisation.

Les Européens des pays protestants et nordiques (auxquels il faut adjoindre les Pays-Bas, mais pas l'Angleterre) ne sont pas simplement plus libéraux en matière de mœurs que leurs voisins méridionaux et catholiques. Ils entretiennent aussi un rapport très différent avec leur société, rapport qui n'a pas été érodé par la montée de la permissivité.

L'individualisation des mœurs, pourtant très avancée, y reste compatible avec le maintien d'une forte culture civique et d'un sentiment consistant d'appartenance collective qui n'a pas son équivalent dans les pays de tradition catholique. Elle ne débouche donc pas sur un individualisme. Ces Européens de tradition protestante déclarent avoir spontanément confiance dans les autres, fréquentent assidûment les associations, sont attachés aux vertus civiques et ont une grande confiance dans les institutions de leur pays. Cette influence religieuse persistante n'a plus rien à voir avec la pratique régulière du culte, qui est très faible, mais l'appartenance au protestantisme continue néanmoins d'être associée à des vertus civiques et à un idéal collectif qu'avait déjà analysés en son temps Max Weber. Là encore, les écarts entre pays catholiques et protestants sont demeurés constants.

La France constitue un cas intermédiaire intéressant. Pays de tradition catholique, la progression de la permissivité, corollaire de la spectaculaire perte d'influence religieuse, y a été très forte et semble s'accompagner d'un affaiblissement du sentiment d'intégration sociale. Il faut noter que les Français sont les plus individualistes des Européens, parmi les moins civiques et les plus méfiants à l'égard des autres.

La question qui se pose pour l'avenir est de savoir si un effet générationnel pourrait effacer progressivement ces différences nationales. Les jeunes sont en effet souvent à la pointe du mouvement d'individualisation des mœurs, qui est plus souvent associé chez eux à l'individualisme : ils sont moins portés à respecter les règles collectives et à se sentir concernés par le sort des autres catégories qui composent la société ; bref, leur sentiment d'appartenance collective est plus faible.

L'INCIVISME DES JEUNES FRANÇAIS

Si cette tendance se propageait progressivement aux autres générations, cela pourrait rapprocher les valeurs des Européens autour du triomphe d'un individualisme expressif, ego se sentant libéré de toute attache, norme ou contrainte sociale qui ne rentrerait pas en concordance avec l'expression de l'autonomie individuelle. Un tel scénario n'est toutefois pas évident, car l'examen attentif des résultats montre que, pour le moment, même chez les jeunes, les différences nationales restent fortes : par exemple, le score d'incivisme que nous avons calculé est presque deux fois plus élevé chez les jeunes Français que chez les jeunes Danois.

D'une manière générale, dans les pays du nord de l'Europe, les différences générationnelles sont moins marquées que dans les pays du Sud, où le changement social s'effectue en grande partie par le renouvellement des générations. Dans l'Europe septentrionale, la diffusion de l'individualisation des mœurs dans toutes les générations n'a pas conduit à un affaiblissement significatif du sentiment d'intégration sociale.

Olivier Galland
est directeur de recherche au CNRS, groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique

DIFFÉRENCES DE SOCIABILITÉ ET DE CULTURE POLITIQUE

Pays	Confiance à autrui	Membre d'une association	Indice de politisation
Suède	64	96	-
Danemark	64	84	60
Pays-bas	59	93	72
Finlande	57	80	30
Espagne	36	31	27
Irlande	35	57	43
Allemagne	33	51	60
Italie	32	42	39
Autriche	31	67	64
Gde-Bretagne	29	34	38
Belgique	28	66	42
Luxembourg	25	59	52
France	22	40	40
Grèce	18	48	44
Portugal	10	24	33
Ensemble	31	46	45

Source : enquête Valeurs 1999

Libéralisme et Etat-providence

DANS les pays les plus développés – notamment en Allemagne, en France et en Suède – la majorité de la population estime que chacun doit subvenir à ses propres besoins et que les chômeurs doivent accepter toute proposition d'emploi qui leur est faite au risque de perdre leurs indemnités. Dans des pays moins forts économiquement comme la Grèce, l'Espagne ou l'Italie, une majorité relative de la population est favorable à ce que l'Etat ait la responsabilité d'assurer les besoins de chacun.

La diversité des orientations économiques des Européens s'explique en fait en grande partie par la situation dans laquelle ils sont. Plus la richesse par habitant est élevée et plus la population d'un pays tend à rejeter l'idée que l'Etat assure les besoins des individus. Plus le taux de chômage est fort et plus cette responsabilité de l'Etat apparaît légitime. Les orientations prises par la population d'un pays en matière de protection sociale sont largement le reflet des préoccupations individuelles en matière de niveau de vie ou de risque de perte d'emploi.

Les préférences politiques pèsent fortement sur les représentations économiques : la gauche est plus favorable à une économie sociale, et la droite à une économie libérale. On retrouve derrière ce clivage politique l'opposition traditionnelle entre ouvriers favorables à l'économie sociale et patrons adeptes de l'économie libérale, mais cette opposition entre classes ne rend pas compte des opinions des autres groupes sociaux (les employés, les cadres, les professions intermédiaires) qui représentent la plus grande partie de la population. Ces derniers sont assez proches de la moyenne : une majorité relative des cadres, des professions intermédiaires mais aussi des employés soutiennent les orientations libérales.

Au sein d'une même famille politique, le regard porté sur l'économie peut être très variable d'un pays à l'autre. Cette diversité est particulièrement nette dans la population qui se situe politiquement du côté de la gauche modérée ou social-démocrate. Dans beaucoup de pays, les partisans de la social-démocratie restent très favorables à une vision sociale de l'économie et du rôle de l'Etat, même si les idées libérales ont aussi acquis du poids dans cette partie de la population. En Allemagne, en Autriche et, dans une moindre mesure, en Suède, les électeurs de la gauche social-démocrate sont massivement favorables à une orientation libérale de l'économie. Par comparaison, en France, le soutien des sympathisants de la gauche modérée aux thèses libérales est moins affirmé que dans ces trois pays (11 points de moins en moyenne), révélant par là la persistance du clivage interne de la gauche.

Si l'on considère les trois pays où l'opinion de gauche modérée est très favorable au libéralisme économique, il est instructif de constater que cette orientation idéologique a un impact électoral. L'Autriche est passée en 1999 d'un gouvernement de coalition dirigé par un social-démocrate à un gouvernement libéral allié à la droite nationaliste, mais pourrait revenir à gauche en novembre ; l'Allemagne reste gouvernée par le SPD social-démocrate ; la Suède est social-démocrate et l'est restée lors des élections récentes. L'actualité politique de ces trois pays n'interdit pas de penser que la conversion des partis sociaux-démocrates au libéralisme économique a un impact sur leurs scores électoraux.

Au total, il semble que domine en Europe une vision pragmatique de l'économie : l'influence des idéologies est essentiellement restreinte à la question de la direction de l'économie, c'est-à-dire la concurrence et le contrôle des entreprises. La politique sociale apparaît assez détachée des orientations politiques : si la population est très sensibilisée à la question du chômage, elle cherchera les meilleures protections, que celles-ci lui soient accordées par un gouvernement de gauche ou de droite.

Jean-François Tchernia
est directeur de Tchernia Etudes conseil, chercheur associé au Centre d'informatisation des données sociopolitiques (CNRS)